

**NOTE DE PRESENTATION  
BUDGET PRINCIPAL VILLE DE GRASSE  
COMPTE ADMINISTRATIF 2021**

## **SOMMAIRE**

1	EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2021.....	P. 4
2	DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	P. 5
2-a	TABLEAUX RECAPITULATIFS DES OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT.....	P. 5
2-b	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN RECETTES.....	P. 6
2-c	DETAIL DES CHAPITRES DE FONCTIONNEMENT EN DEPENSES.....	P. 10
3	DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P. 13
3-a	DEPENSES D'INVESTISSEMENT.....	P. 13
3-b	RECETTES D'INVESTISSEMENT.....	P. 15
3-c	EQUILIBRE SECTION D'INVESTISSEMENT.....	P. 16
3-d	RESTES A REALISER.....	P. 17
4	RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2021.....	P. 19
4-a	SITUATION DE LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 31.12.2021 EN MILLIONS D'EUROS.....	P. 20
4-b	ANALYSE DES VARIATIONS 2021 ET PROSPECTIVE 2022 EN MILLIONS D'EUROS HORS REFINANCEMENT.....	P. 21
4-c	VENTILATION DE LA DETTE TOTALE EN MILLIONS D'EUROS.....	P. 21
4-d	PAR TYPOLOGIE DE RISQUES BUDGET PRINCIPAL.....	P. 23
4-e	DETTE HORS CHARTE ET A TAUX COMPLEXES AU 31.12.2021.....	P. 25
4-f	RATIOS DE DETTE.....	P. 25

## **Introduction générale**

Ce rapport présente les résultats de l'exécution du budget 2021 et le budget primitif 2022 de la Ville de Grasse, soumis à l'approbation du Conseil Municipal, les deux documents budgétaires étant présentés lors de la même séance.

Le compte administratif rend compte annuellement des opérations budgétaires exécutées à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au 31 décembre.

Le compte administratif est présenté au cours de la même session que le compte de gestion du receveur municipal. Le Conseil Municipal peut ainsi constater, pour les parties communes, la parfaite concordance de ces deux documents.

Ce rapport vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

## **L'EXECUTION DU BUDGET 2021 :**

Cette partie analyse l'exécution du budget 2021, voté le 23 mars 2021 et amendé par différentes décisions budgétaires modificatives approuvées par le Conseil Municipal (budget supplémentaire du 29 juin 2021, DBM 1 du 09 novembre 2021 et DBM 2 du 7 décembre 2021).

Cette présentation vient en appui des documents budgétaires officiels remis par ailleurs à chaque membre du Conseil Municipal.

Seront examinés successivement :

- 1) l'équilibre général du compte administratif 2021 ;
- 2) le détail de la section de fonctionnement ;
- 3) le détail de la section d'investissement ;
- 4) le rapport annuel sur la gestion de la dette ;
- 5) l'affectation du résultat.

# 1) EQUILIBRE GENERAL COMPTE ADMINISTRATIF 2021

## a) dépenses et recettes réelles

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes réelles de fonctionnement	69 099	69 875	101,12%		1 247	71 122
Dépenses réelles de fonctionnement	61 353	60 090	97,94%			60 090
<b>Résultat</b>		<b>9 785</b>			<b>1 247</b>	<b>11 032</b>
Recettes réelles d'investissement	29 431	25 881	87,94%	2 743		28 624
Dépenses réelles d'investissement	33 207	28 462	85,71%	3 053	5 218	36 733
<b>Résultat</b>		<b>-2 581</b>		<b>-310</b>	<b>-5 218</b>	<b>-8 109</b>

## b) dépenses et recettes réelles et d'ordre budgétaire

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes de fonctionnement	70 179	70 141	99,95%		1 247	71 388
Dépenses de fonctionnement	71 426	62 810	87,94%			62 810
<b>Résultat</b>		<b>7 331</b>			<b>1 247</b>	<b>8 578</b>
Recettes d'investissement	40 907	29 922	73,15%	2 743		32 665
Dépenses d'investissement	35 689	30 049	84,20%	3 053	5 218	38 320
<b>Résultat</b>		<b>-127</b>		<b>-310</b>	<b>-5 218</b>	<b>-5 655</b>

Le résultat cumulé de la section de fonctionnement s'établit donc à **8 578 K€**.

Le résultat cumulé de la section d'investissement s'établit à **- 5 655 K€**.

## 2) DETAIL SECTION DE FONCTIONNEMENT

### a) tableaux récapitulatifs des opérations de fonctionnement

Nos hypothèses d'élaboration budgétaire sont toujours basées sur des inscriptions prudentielles pour les recettes et optimisées en ce qui concerne les dépenses.

Les résultats de ce modus operandi se traduisent dans les taux de réalisation avec un volume de recettes effectif supérieur aux crédits inscrits et des dépenses proches des 100 %.

#### Recette et dépenses réelles de fonctionnement :

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes réelles de fonctionnement	69 099	69 875	101,12%		1 247	71 122
Dépenses réelles de fonctionnement	61 353	60 090	97,94%			60 090
Résultat		9 785			1 247	11 032

L'épargne brute, soit 9 785 K€, atteint un niveau jamais réalisé jusqu'alors, bien au-delà des niveaux qui nous avaient permis de sortir du réseau d'alerte.

#### Recette et dépenses réelles et d'ordre de fonctionnement :

<u>Montants en milliers d'euros</u>	Prévisions	Réalisations	Taux réalisations	Restes à réaliser	Résultat reporté	Total
Recettes de fonctionnement	70 179	70 141	99,95%		1 247	71 388
Dépenses de fonctionnement	71 426	62 810	87,94%			62 810
Résultat		7 331			1 247	8 578

Le résultat d'exécution de la section de fonctionnement s'établit à 7 331 K€ hors résultat reporté, le résultat de 2019 qui jusqu'alors représentait le meilleur résultat obtenu par la Ville a été amélioré de près de 10 % (7 331 vs 6 693 K€ en 2019).

Le résultat cumulé de fonctionnement qui est constitué du résultat d'exécution et du résultat reporté atteint 8 578 K€.

## **b) détail des chapitres de fonctionnement en recettes**

### **- Les produits de fiscalité**

Les taux ont toujours été maintenus constants depuis 2009.

<b><u>Montants en milliers d'euros</u></b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Produit fiscal	31 328	31 973	32 792	33 484	34 263

La fiscalité directe locale, constituant le principal poste de recettes de fonctionnement de notre collectivité.

La mise en place d'un protocole avec les services de l'Etat et la réorganisation de la Direction des Affaires Financières, afin de mettre en place une cellule fiscalité entièrement dédiée, nous ont permis d'obtenir des résultats probants.

Néanmoins, le retard accumulé dans les années intérieures pour optimiser nos bases fiscales font que le produit par habitant est largement inférieur à celui constaté pour les Villes du Département notamment (- 344 €/ habitant source DGFIP année 2020).

### **- Attribution de compensation et dotation de solidarité communautaire**

L'attribution de compensation a baissé de 404 K€ en 2017, compte tenu du transfert de l'Office du Tourisme à la Communauté d'Agglomération.

Elle a été ensuite de nouveau révisée en 2019 pour ajuster le montant des charges lié au transfert de l'office du tourisme notamment.

L'ajustement de 2021 est celui du transfert de la compétence eaux pluviales à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

<b><u>Montants en milliers d'euros</u></b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Attribution de compensation	15 172	15 172	15 164	15 164	14 513

### **- Taxe sur les droits de mutation**

La taxe liée aux droits de mutation a toujours été dynamique sur la période examinée, sa progression étant systématique d'année en année.

Le point culminant est atteint cette année 2021, avec un volume qui a progressé de plus de 28 % par à l'année précédente. Cette dynamique est significative d'une ville qui progresse sans cesse en terme d'attractivité.

<b><u>Montants en milliers d'euros</u></b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Droits de mutation	2 714	3 151	3 450	3 589	4 615

### - Autres taxes principales

Dans les taxes connaissant une évolution notable, nous notons celle de la taxe de séjour, qu'il convient de relier avec le regain d'attractivité de la commune constatée précédemment sur les droits de mutation.

Dans les taxes connaissant une légère régression, celles liées aux occupation de domaine public avec la crise sanitaire et le produit des jeux qui diminue proportionnellement à la baisse de l'activité du casino.

<u>Montants en milliers d'euros</u>	2017	2018	2019	2020	2021
FNGIR	157	157	157	157	157
Taxes funéraires	21	15	18	17	4
Droits de place et autres places	28	68	52	31	13
Taxe sur les pylônes	28	28	29	31	31
Taxe sur l'électricité	1 210	1 243	1 194	1 149	1 250
Taxe de séjour	133	165	279	183	285
Produits des jeux	25	64	56	31	30
Taxe locale publicité extérieure	293	279	259	273	282
<b>Total</b>	<b>1 895</b>	<b>2 019</b>	<b>2 044</b>	<b>1 872</b>	<b>2 052</b>

### - Dotation générale de fonctionnement

Même si l'année 2017 a marqué la fin de la contribution au redressement des finances publiques par un prélèvement sur la dotation forfaitaire et des chutes vertigineuses de la DGF, sa diminution s'est poursuivie.

La disparition de la dotation de solidarité urbaine liée à une perte d'éligibilité de la Ville en 2017, ainsi que la perte de population INSEE sont des éléments d'explication.

**Ainsi, sur la période observée, la Dotation Globale de Fonctionnement a chuté de 112 euros par habitant en 2017 à 90 euros en 2021.**

***Pour information, la population DGF est passée de 52 992 en 2017 à 51 886 habitants en 2021***, sachant que la population prise en compte pour 2021 par exemple est celle recensée en 2018 par l'INSEE.

<u>Montants en milliers d'euros</u>	2017	2018	2019	2020	2021
Dotation forfaitaire	4 662	4 630	4 485	4 335	4 071
Dotation de solidarité urbaine	559	466	311		
Dotation de péréquation	711	719	678	672	613
<b>Total DGF</b>	<b>5 932</b>	<b>5 815</b>	<b>5 474</b>	<b>5 007</b>	<b>4 684</b>

## - Produits des services

Dans les évolutions notables, il convient d'évoquer la mise en place d'une réforme de la politique de stationnement de surface en 2018, qui a permis de générer un nouveau produit important pour la Ville.

Par ailleurs, le transfert des compétences eau et assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2020 s'est accompagné du transfert du personnel nécessaire de l'exercice de la compétence.

Ainsi, le produit lié au remboursement du personnel qui était mis à disposition des budgets annexes de l'eau et l'assainissement a disparu avec le transfert.

En 2021, la légère reprise a permis à la Ville de retrouver une certaine dynamique de ces produits liés à l'activité (manifestations, activités culturelles...).

Il convient de noter la forte revalorisation du poste remboursement de frais d'autres redevables dû au remboursement de frais liés au centre de vaccination.

<b>Montants en milliers d'euros</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Concessions cimetières	91	98	85	101	116
Stationnement et location voie publique	44	36	50	24	35
Redevance occupation domaine public communal	202	121	116	116	133
Autres droits de stationnement	8	8	10	1	10
Redevances de stationnement		389	395	243	277
Forfaits post stationnement		305	255	122	147
Autres redevances et recettes diverses	203	174	171	201	194
Redevances à caractère culturel	114	188	155	96	202
Redevances à caractère sportif	9	7	5	4	0
Redevances à caractère de loisirs	281	214	203	132	182
Redevances à caractère social	24	18	15	12	18
Autres prestations de services	35		53	2	
Mise à dispo personnel aux régies	400	401	412		
Mise à dispo GFP rattachement	82	11	39	30	43
Mise à dispo autres organismes	85	85	85	97	111
Rembours. frais collectivité de rattachement	331	28	39	69	21
Remboursements de frais d'autres redevables	374	475	409	328	565
Produits activités annexes	25	19	23	10	10
<b>Total</b>	<b>2 308</b>	<b>2 577</b>	<b>2 520</b>	<b>1 588</b>	<b>2 064</b>



## - Autres produits

<u>Montants en milliers d'euros</u>	2017	2018	2019	2020	2021
Remboursements de personnel	307	236	372	375	356
Produits de gestion	1 064	1 024	1 090	1 037	1 018
Autres produits sur opérations de gestion	113	149	96	314	539
Cessions foncières	240	231	142	647	246
Autres produits divers	373	363	794	264	947
Reprise de provisions	298	313	279	136	22
<b>Total</b>	<b>2 395</b>	<b>2 316</b>	<b>2 773</b>	<b>2 773</b>	<b>3 128</b>

## - Récapitulatif produits de fonctionnement

<u>Montants en milliers d'euros</u>	2017	2018	2019	2020	2021
Remboursements de personnel	307	236	372	375	356
Produits des services	2 308	2 577	2 520	1 588	2 064
Fiscalité	51 110	52 314	53 436	54 088	55 443
Dotations	9 717	9 393	9 452	9 132	8 425
Produits de gestion	1 072	1 024	1 090	1 036	1 018
Produits financiers	999	946	876	821	815
Produits exceptionnels	726	743	1 032	1 225	1 732
Reprise provisions	298	313	279	136	22
<b>Total</b>	<b>66 537</b>	<b>67 546</b>	<b>69 057</b>	<b>68 402</b>	<b>69 875</b>
<b>Evolution</b>		<b>1,52%</b>	<b>2,24%</b>	<b>-0,95%</b>	<b>2,15%</b>

A l'inverse de nos charges, nos produits ont régulièrement connu une progression, excepté sur l'année 2020 avec l'arrivée de la crise sanitaire.

**c) détail des chapitres de fonctionnement en dépenses**

**Les charges à caractère général :**

<b><u>Montants en milliers d'euros</u></b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Charges à caractère général	10 510	10 327	10 671	10 359	10 745

En 2014 une politique volontariste de réduction de nos dépenses accompagnée d'une réforme organisationnelle avait été mise en place

Des économies conséquentes ont pu ainsi être constatées aux différents comptes administratifs dès 2015, contribuant ainsi largement à la restauration de notre épargne.

Toutefois et afin de ne pas dégrader le niveau de notre service public, nous avons considéré à la fin de l'année 2018 que ces enveloppes devaient être maintenues.

La réduction des charges à caractère général regroupant les enveloppes dédiées au fonctionnement des services municipaux a été un des facteurs essentiels du redressement de la situation financière de la Ville.

Les économies dégagées de ces enveloppes ont représenté un volume annuel sensiblement équivalent à 2 millions d'euros par an si on les compare à l'année 2014.

**Les charges de personnel :**

<b><u>Montants en milliers d'euros</u></b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Charges de personnel	34 165	34 012	34 556	34 416	34 540

Nous l'avons déjà évoqué sur le poste de fonctionnement des services, un gros travail a également été effectué en termes de gestion du personnel, notamment à travers la réorganisation des services et le non-remplacement de certains départs à la retraite.

Cette grande maîtrise de la masse salariale se reflète dans son évolution : moins de 1,1 % entre 2017 et 2021.

Il est également très intéressant de mesurer le travail effectué en comparant les ratios de la commune avec ceux de la strate.

Ainsi lors d'une communication récente des services de l'Etat par l'intermédiaire de la Direction Départementale des Finances Publiques, le ratio moyen national de la strate s'établissait pour 2020 à 826 €/habitant, le ratio moyen régional de la strate à 909 €/habitant, le ratio moyen départemental à 1 006 €/habitant, à comparer avec celui de la commune de 665 €/habitant.

Les charges ont pu être contenues par une communication transversale entre les services afin d'optimiser les ressources.

**- Les subventions et participations :**

<u>Montants en milliers d'euros</u>	2017	2018	2019	2020	2021
Subventions et participations	11 078	10 322	10 419	10 744	10 647

Le travail de fond effectué avec le tissu associatif a abouti à des diminutions importantes de leurs subventions en 2015 et 2016.

En 2017, le volume des réalisations sur ce chapitre avait fortement augmenté suite à des régularisations opérées notamment sur les conventions avec les communes scolarisant des enfants grassois et sur l'annulation d'une créance de la Ville envers une association (Sainte Thérèse) pour laquelle une garantie avait été accordée.

Ces opérations ayant un caractère exceptionnel, il convient de les neutraliser dans le cadre d'une analyse objective.

Après les efforts réalisés par les associations sur ces années, l'année 2021 a vu les contributions de la Ville conservées à un niveau sensiblement équivalent.

Il convient néanmoins de noter l'évolution entre 2019 et 2020, que l'on peut résumer à la hausse de contribution de la Ville pour le CCAS, avec l'arrivée d'une nouvelle structure d'accueil notamment : 3 375 € en 2020 pour 3 068 K€ en 2019.

**- Les charges financières :**

<u>Montants en milliers d'euros</u>	2017	2018	2019	2020	2021
Charges financières	3 745	3 358	2 821	2 921	2 440

Les charges financières n'ont cessé de poursuivre leur décroissance, eu égard à la baisse cumulée du volume de dette et du taux moyen.

L'augmentation constatée entre 2019 et 2020 est uniquement due à une opération de refinancement réalisée qui a occasionné le versement d'une indemnité de 362 K€.

**- Autres charges :**

<u>Montants en milliers d'euros</u>	2017	2018	2019	2020	2021
Autres charges de gestion	243	417	323	286	450
Autres charges exceptionnelles	326	315	279	83	343
Provisions constituées	210	101		39	240
<b>Total autres charges</b>	<b>779</b>	<b>833</b>	<b>602</b>	<b>408</b>	<b>1 033</b>

**- Récapitulatif dépenses de fonctionnement :**

<b>Montants en milliers d'euros</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Charges à caractère général	10 510	10 327	10 671	10 359	10 745
Charges de personnel	34 165	34 012	34 556	34 416	34 540
Subventions et participations	11 078	10 322	10 419	10 744	10 647
SRU et FPIC	773	967	1 002	1 148	685
Charges financières	3 805	3 358	2 821	2 921	2 440
Charges exceptionnelles	569	732	602	369	793
Provisions	210	101		39	240
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	<b>61 110</b>	<b>59 819</b>	<b>60 071</b>	<b>59 996</b>	<b>60 090</b>
<b>Evolution</b>		<b>-2,11%</b>	<b>0,42%</b>	<b>-0,12%</b>	<b>0,17%</b>

L'évolution de nos dépenses de fonctionnement nous montre plus qu'une maîtrise, une diminution de ces dernières sur la période examinée.

Cette politique volontariste de diminution de nos charges a été déterminante dans la restauration de notre épargne.

Cette politique d'assainissement de nos finances se traduit dans l'amélioration très sensible de notre épargne brute qui a progressé de plus de 80 % entre 2017 et 2021.

<b>Epargne brute</b>	<b>5 427</b>	<b>7 727</b>	<b>8 986</b>	<b>8 406</b>	<b>9 785</b>
----------------------	--------------	--------------	--------------	--------------	--------------

### **3) DETAIL SECTION D'INVESTISSEMENT**

#### **a) les dépenses**

L'année 2021 reste dans la lignée de notre politique volontariste enclenchée dès 2018.

Le niveau de nos investissements reste à un niveau élevé, conséquence directe d'un niveau d'épargne encore très sensiblement amélioré sur 2021.

Ainsi, les réalisations en termes d'équipement atteindront un volume au-delà des 12 737 K€, si nous tenons compte des opérations de délégation de maîtrise d'ouvrage.

#### **Dépenses d'équipement**

<b>2 017</b>	<b>2 018</b>	<b>2 019</b>	<b>2 020</b>	<b>2021</b>
7 604	9 259	10 263	13 726	12 737

Les taux de réalisation restent élevés avec près de 80 % des crédits inscrits, ce qui prouve l'objectivité des crédits inscrits par rapport au programme d'investissement.

Les principales réalisations marquantes sur 2021 sont :

#### **En termes d'équipements :**

Le renouvellement du parc automobile, le plan multimédia dans les écoles, le renouvellement partiel du parc informatique, le renouvellement du mobilier urbain et les dotations en matériels techniques pour les services.

#### **En terme de superstructures :**

Le début des travaux sur l'Hôtel de Ville, la fin des travaux de restauration du bâtiment de la bourse du travail, les aménagements opérés dans le cadre du futur campus universitaire multi-sites, la fin de l'extension de l'école de Saint Mathieu, la poursuite du plan de rénovation des chapelles.

Viennent ensuite les travaux de gros entretien dans les écoles, dans les crèches et sur les bâtiments communaux.

Les travaux de mise en conformité des normes sécurité et incendie dans les bâtiments.

#### **En termes d'infrastructures :**

La requalification du boulevard Carnot et les travaux de gros entretien et de renouvellement de voirie, la réfection des murs de soutènement.

Les ouvrages réalisés sur les réseaux d'éclairage.

#### **En termes de renouvellement urbain :**

Les travaux de la Médiathèque, des espaces publics du Rouachier, de Vercueil et Maurel, la poursuite du plan de restauration des façades du secteur sauvegardé.

Dans les autres dépenses, l'annuité en capital de la dette hors remboursement anticipé a représenté 8 003 K€, la Ville poursuivant ainsi son rythme élevé de remboursement, ce qui lui permet de constater un désendettement tous les ans.

Enfin, un choix de gestion a été opéré en priorisant le désendettement par la réalisation du remboursement d'un emprunt par anticipation pour 2 000 K€ non prévu dans les équilibres du budget primitif, mais qui a fait l'objet d'une décision budgétaire modificative.

#### **Détail des dépenses d'équipement**

<b>Opérations</b>	<b>Montants en Euros</b>
Modernisation des services	394
Equipement des services	423
Equipements routiers et urbains	144
Mobilier des services	165
Mobilier dans les écoles	86
Parc automobile	115
Restauration du patrimoine	296
Enseignement supérieur	720
Construction et rénovation des écoles	266
Gros entretien écoles et crèches	216
Gros entretien bâtiments sportifs	55
Rénovation des bâtiments communaux	520
Gros entretien bâtiments communaux	335
Gros entretien sécurité incendie	144
Requalification des voiries	872
Gros entretien voiries	282
Murs de soutènement	204
Eclairage public et réseaux électriques	264
Travaux dans les cimetières	11
Espaces verts et aires de jeux	148
Médiathèque construction	2 045
Médiathèque équipement	192
Avoisinants rue de la Lauve	577
Espaces publics Rouachier/Vercueil/Lauve	1 202
Campus étudiant	2 133
Quais de bus boulevard Carnot	91
Etudes d'aménagement - PLU	42
Subvention eaux pluviales	168
Subventions façades et parties communes	293
Acquisitions foncières	146
Vidéosurveillance	188
<b>TOTAL</b>	<b>12 737</b>

**b) les recettes**

En recettes, les subventions d'équipement, qui se caractérisent principalement par les participations de nos partenaires institutionnels, culminent à 3 988 K€, niveau exceptionnellement élevé.

**Subventions d'équipement**

2 017	2 018	2 019	2 020	2021
1 268	2 440	2 696	2 962	3 988

Dans le cadre de notre politique d'optimisation de nos recettes, une organisation avait été mise en place par la création d'une cellule spécialement dédiée pour la recherche et l'encaissement des subventions de nos partenaires institutionnels.

Force est de constater que leur volume a fortement progressé.

Ce niveau de produit peut s'expliquer également par le versement du solde de subventions sur les opérations de grande envergure (Médiathèque, places de la Médiathèque, groupe scolaire de Saint Mathieu et intempéries...).

En ce qui concerne les autres recettes caractérisées comme des ressources propres d'investissement qui se résument au FCTVA et aux diverses taxes d'urbanisme, il convient de relever celle liée à la taxe d'aménagement, qui a connu cette année une progression exceptionnelle.

**Taxe locale équipement\*, taxe d'aménagement**

2 017	2 018	2 019	2 020	Prev 2021
764	270	280	827	1 441

\*La taxe locale d'équipement a disparu au profit de la taxe d'aménagement.

Cette dynamique confirme nos commentaires précédents quant à un regain d'attractivité de la Ville (+ 74,24 %) par rapport à l'année 2020.

c) Equilibre section d'investissement

INVESTISSEMENT 2021			
DEPENSES	Montants en K€	RECETTES	Montants en K€
Dépenses d'équipement y compris délégations de maîtrise d'ouvrage	10 512	Epargne brute	9 785
Délégations de maîtrise d'ouvrage	2 225	Emprunt financement investissement	5 500
Remboursement capital dette	8 003	Désendettement	2 000
Désendettement	2 000	Subventions d'équipement	3 988
Refinancement sortie PPP	5 448	Refinancement sortie PPP	5 448
Divers charges	51	Délégations de maîtrise d'ouvrage	96
Report à nouveau	1 987	Périls	223
Périls	223	FCTVA, taxes d'urbanisme	3 125
		Créances nettes	284
Déficit reporté	5 218	Affectation	5 218
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>35 667</b>	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>35 667</b>

L'épargne brute dégagée par la section de fonctionnement soit, soit 9 785 K€, nous permet de couvrir l'annuité en capital de la dette soit 8 003 K€.

Le remboursement anticipé d'un emprunt à hauteur de 2 000 K€ permet à la Ville de majorer son désendettement, qui atteindra pour l'année un volume de 2 500 K€.

Après les opérations de désensibilisation réalisées en 2015, l'encours de dette de la Ville représentait 101 250 K€ au 31 décembre, alors qu'au 31 décembre 2021 il a été réduit à 87 610 K€ soit plus de 13 %.

Le redressement de la situation financière de la commune, qui se caractérise notamment par un niveau d'épargne largement revalorisé, fait que seuls 43 % des dépenses d'équipements y compris les opérations déléguées ont été financés par l'emprunt.

Il est important de noter par ailleurs le report sur 2022 d'une épargne reconstituée sur l'excédent de fonctionnement.



**d) Les restes à réaliser**

Leur montant global représente **3 053 K€** dont la répartition est la suivante :

***En dépenses d'équipement : 2 382 K€***

- Modernisation des services	103 K€ ;
- Equipement des services	110 K€ ;
- Equipements routiers et urbains	50 K€ ;
- Matériel services techniques	15 K€ ;
- Parc automobile	87 K€ ;
- Restauration Palais Episcopal	59 K€ ;
- Restauration MAHP	11 K€ ;
- Restauration Villa Fragonard	19 K€ ;
- Eglise de Sainte Hélène	28 K€ ;
- Rénovation chapelles	22 K€ ;
- Locaux Jeanne d'Arc	38 K€ ;
- Locaux salle sous le cours	86 K€ ;
- Locaux Visitation	60 K€ ;
- GER écoles et crèches	8 K€ ;
- Rénovation des bâtiments	52 K€ ;
- GER bâtiments	69 K€ ;
- GER sécurité et incendie	33 K€ ;
- GER fluides	70 K€ ;
- Requalification voiries	125 K€ ;
- GER voiries	37 K€ ;
- GER éclairage public	92 K€ ;
- GER défense incendie	10 K€ ;
- Murs de soutènement	21 K€ ;
- Ouvrages d'art	7 K€ ;
- Espaces verts	13 K€ ;
- Espaces publics Rouachier	305 K€ ;
- Construction Médiathèque	599 K€ ;
- Equipement Médiathèque	253 K€ ;

***Pour les opérations déléguées : 498 K€***

- Campus étudiant :	160 K€ ;
- Places de la médiathèque :	338 K€ ;

***Pour les opérations liées aux périls : 173 K€***

- Périls comptes de tiers	173 K€.
---------------------------	---------

En ce qui concerne, les recettes d'investissement reportées, leur montant représente **2 743 K€** ; elles se répartissent sur les postes suivants :

*Pour les opérations déléguées : **2 170 K€***

- Campus étudiant – DSIL : 161 K€ ;
- Campus étudiant – département : 765 K€ ;
- Campus étudiant – région : 906 K€ ;
- Places de la médiathèque CAPG : 338 K€ ;

Pour les opérations liées aux périls : **173 K€**

- Périls comptes de tiers 173 K€ ;

Pour l'emprunt : **400 K€**

- Contrat Crédit Agricole-convention 400 K€.

**Tableau récapitulatif des opérations d'investissement**

Réalisations en investissement	Montants en K€
Recettes réelles et d'ordre	29 922
Dépenses réelles et d'ordre dont déficit	-35 267
<b>Solde</b>	<b>-5 345</b>
Recettes d'investissement reportées	2 743
Dépenses d'investissement reportées	-3 053
<b>Solde global</b>	<b>-5 655</b>

Le besoin de financement global de la section d'investissement pour le budget principal s'établit ainsi à 5 655 K€ en tenant compte des restes à réaliser.

#### **4) RAPPORT GESTION DE LA DETTE 2021**

##### ***- Politique de gestion agréée par le Conseil Municipal***

Le 29 juin 2021, le Conseil Municipal a adopté un dispositif régissant la gestion de la dette de la ville, établi par deux documents complémentaires :

- Cahier des procédures générales de gestion de dette ;
- Définition stratégique de la gestion de dette – Règles de gestion.

Outre des ratios de gestion, des orientations ont été définies, à savoir :

- En période de taux de niveau peu élevé et dans la perspective d'une remontée des taux, devront être étudiées toutes possibilités de passer à taux fixe les lignes à taux variable (Euribor notamment). Cette action pourra s'exécuter soit par usage des dispositions contractuelles, soit par la souscription de swaps taux variables contre taux fixes.

En l'hypothèse d'utilisation des conditions contractuelles, le coût de transformation du taux sera intégré dans le prix de revient résultant. Ce dernier ne pourra majorer de plus de 1 % le taux fixe nominal.

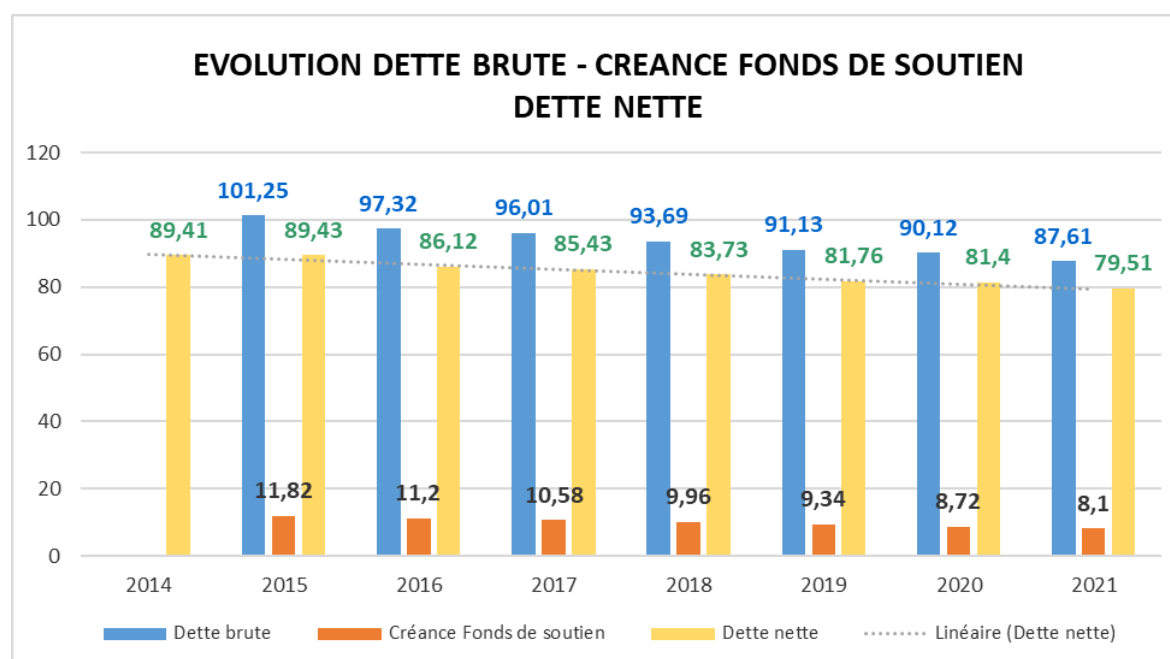
- Toute opportunité de marché sera utilisée pour désensibiliser les structures existantes.  
Chaque dossier en cours fera l'objet d'une analyse particulière aux fins de dégager des solutions de désensibilisation envisageables.
- Toute opportunité de marché sera utilisée pour accroître la part de dette d'une durée inférieure à 5 ans indexée sur des ressources à taux variables. Cette part ne devra toutefois pas être supérieure à 40 %. Si cette part devenait supérieure à 35 %, l'exécutif serait saisi pour préciser sa position sur cette répartition.

Les échanges de taux longs fixes contre des taux intermédiaires révisables (correspondant à des durées de 2 à 5 ans) doivent être étudiés pour travailler l'ensemble de la courbe en utilisant des déformations ponctuelles favorables.

Ces retournements ne seront pas exécutés s'ils dégradent les résultats en raison des frais y attachés.

a) *Situation de la dette du budget principal au 31 décembre 2021 en millions d'euros :*

(en M€)	2014	2015 <sup>1</sup>	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.76	81.40	79.51
<b>Variation</b>		<b>+0.02</b>	<b>-3.31</b>	<b>-0.69</b>	<b>-1.70</b>	<b>-1.97</b>	<b>-0.36</b>	<b>-1.89</b>



2021 est marqué par un niveau d'investissement toujours soutenu et un volume d'emprunt mobilisé optimisé, de façon à diminuer notre encours de dette nette du fonds de soutien de quasiment 2 millions d'euros.

<sup>1</sup> Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

**b) Analyse des variations 2021 et prospective 2022 en M€ hors refinancements**

En M€	2021	2022
Emprunts nouveaux LMT	+7,50	+ 6.5
Amortissements	-8,01	- 8.5
Remboursement tirage CT/MT	-2,0	
Variation dette brute	-2,51	-2.0
<b>Fonds de Soutien</b>	<b>+0.62</b>	<b>+0.62</b>
<b>Variation dette nette</b>	<b>-1,89</b>	<b>-1.38</b>

Le volume des amortissements est agrégé du remboursement anticipé de 2,0 M€ effectué en fin d'année sur un emprunt mobilisé en 2020 mais non consolidé.

**Pour 2021 apparaissent très clairement :**

- Mobilisation de l'emprunt Société Générale souscrit en 2019 pour **5,0 M€** (Euribor 3 mois flooré + 0,62 marge),
- Un nouvel emprunt contracté auprès du Crédit Agricole pour **2,5 M€ (Taux fixe 0.73%)**. L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€**,
- Le remboursement d'un tirage effectué sur la convention court terme / moyen terme contractualisée avec le Crédit Agricole **pour 2,0 M€**.

**Pour 2022** est essentiellement prévu un volume d'emprunts nouveaux pour le financement des investissements plafonné à 6,50 M€, pour lequel une convention CT/MT a déjà été souscrite auprès du Crédit Agricole à hauteur de 5M€.

**c) Ventilations de la dette totale en M€**

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

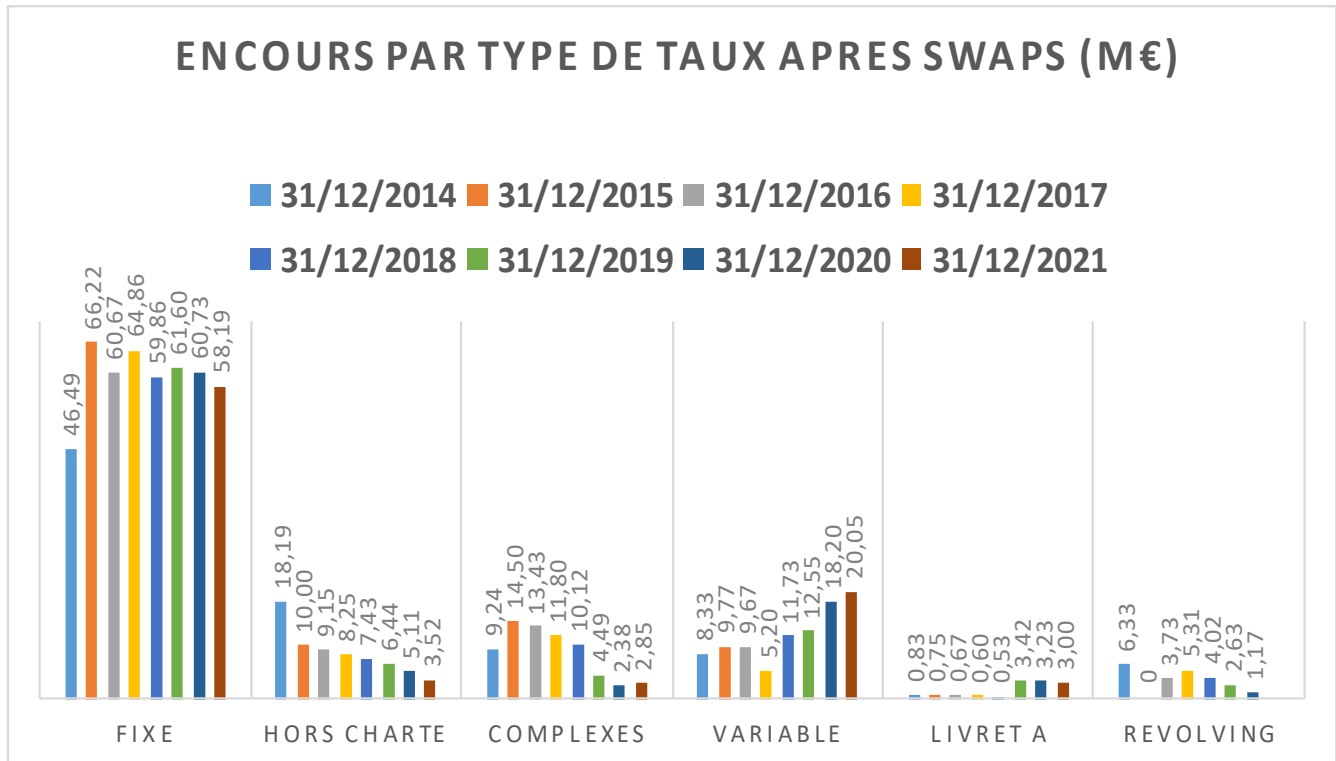
- Par typologie de taux après swaps :

	31/12/2014		31/12/2015		31/12/2016		31/12/2017	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	46,49	52,00%	66,22	65,41%	60,67	62,34%	64,86	67,55%
Hors charte	18,19	20,34%	10,00	9,88%	9,15	9,40%	8,25	8,59%
Complexes	9,24	10,33%	14,50	14,32%	13,43	13,80%	11,80	12,29%
Variable	8,33	9,32%	9,77	9,65%	9,67	9,94%	5,20	5,42%
Livret A	0,83	0,93%	0,75	0,74%	0,67	0,69%	0,60	0,62%
Revolving	6,33	7,08%	0	0,00%	3,73	3,83%	5,31	5,53%
	89,41	100,00%	101,25	100,00%	97,32	100,00%	96,01	100,00%

	31/12/2018		31/12/2019		31/12/2020		31/12/2021	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe	59,86	63,89%	61,60	67,60%	60,73	67,39%	<b>58,19</b>	<b>66,42%</b>
Hors charte	7,43	7,93%	6,44	7,07%	5,11	5,67%	<b>3,52</b>	<b>4,02%</b>
Complexes	10,12	10,80%	4,49	4,93%	2,38	2,64%	<b>2,85</b>	<b>3,25%</b>
Variable	11,73	12,52%	12,55	13,77%	17,50	19,742%	<b>20,05</b>	<b>22,89%</b>
Livret A	0,53	0,57%	3,42	3,75%	3,23	3,56%	<b>3,00</b>	<b>3,42%</b>
Revolving	4,02	4,29%	2,63	2,89%	1,17	1,29%		<b>0,00%</b>
	93,69	100,00%	91,13	100,00%	90,12	100,00%	<b>87,61</b>	<b>100,00%</b>

Après swaps, à fin 2021, la dette à taux fixe représente 66,42 % de la dette totale, 26,31 % sont à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 4,02 % de notre dette, des opérations de désensibilisation ayant encore été réalisées sur 2021.



Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2021 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2021, les taux courts restant négatifs.

d) Par typologie de risques Budget Principal (après swaps) :

		Risque						
		moins élevé				Plus élevé		
		A	B	C	D	E	HC	Total
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€ %
élevé + ←	→ 1	81.24	2.85					84.09 95.98%
	2							
	3							
	4							
	5							
	HC						3.52	3.52 4.02%
	Σ	81.24	2.85				3.52	87.61
	%	92.73	3.25				4.02	100 %

Les opérations de désensibilisation engagées depuis 2014, ciblées notamment sur les positions hors charte, ont eu pour conséquence une forte diminution de leur volume et de leur part relative sur la totalité de l'encours.

Ainsi, à fin 2014 les emprunts classés hors charte représentaient 18,19 M€ et plus de 20 % de l'encours de dette.

A fin 2021, leur volume a été réduit de plus de 80 % pour s'établir à 3,52 M€.

- Taux moyens d'endettement

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22
2020	2.50	-0.30
2021	2.00	-0,50

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;

- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
  - En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
  - En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
  - En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.
  - En 2020, à la demande de Dexia, la Ville a saisi l'opportunité :
    - D'une part de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt d'un montant de 3 178 378,44 € dont le taux fixe s'élevait à 4,68 %.

Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).

Le nouvel emprunt a été souscrit auprès de la Banque Postale pour un montant strictement identique, au taux fixe de 0,74 % et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté, soit 8 ans.

  - D'autre part, de rembourser par anticipation et de refinancer un emprunt en Franc Suisse d'un montant de 328 275,00 CHF.
- Cette transaction a fait l'objet d'un protocole d'accord (délibération 2020-97).
- Le nouvel emprunt a été souscrit auprès du Crédit Agricole au taux fixe de 0,45 % et pour la durée résiduelle de l'emprunt quitté soit 2,25 ans. Le montant du prêt (224 170,31 €) correspond à la contrevaletur en Euros basée sur le cours historique du taux de change.
- En 2021 ont été réalisées les opérations suivantes :
  - La sortie des emprunts Dailly, Projet et Fonds propres du contrat de partenariat éclairage public. Cette opération s'est accompagnée d'une résiliation d'instruments financiers entraînant le paiement d'une indemnité. Malgré cela, les résultats obtenus ont permis de réduire le montant total des annuités d'environ 1,3 M€.
  - La sortie de deux contre-swaps moyennant le règlement de deux indemnités dont les conséquences financières sont relativement neutres, mais qui ont permis à la Ville de sortir d'une position hors charte et d'une position 4 D relativement risquée.
  - Le sécurisation d'un swap positionné en 4 D par un passage en taux fixe sans contrepartie financière.

Toutes ces opérations se sont inscrites dans nos objectifs dans le cadre de la gestion active de notre dette.



**e) Dette hors charte et à taux complexes au 31.12.2021**

- Au 31.12.21, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse		Réf.	Type	Avec swaps		Total	
		Ville	Taux	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte							
Dexia	HC	309	Struct	1	2.761	1	2.761
CE	HC	318	Struct	1	0.765	1	0.765
				2	3.526	2	3.526
Financements Complexes							
SFIL	B1	325	Struct	1	2.851	1	2.851
				1	2.851	1	2.851
TOTAL			struct	3	6.377	3	6.377

Deux produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 3.99 % du portefeuille de dettes.

La part « Hors Charte » est passée de 18,19 M€ à 3,526 M€ entre fin 2014 et fin 2021.

Réf.	TAUX	ENCOURS AU 31.12.2021
Ville		M€
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) ≥ 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)	2.761
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]	0.765
	<b>TOTAL en EUR</b>	<b>3.526</b>

**f) Ratios de dette**

- Ratios de Gestion publics**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Encours dette nette / habitant (€)	1.56	1.66	1.60	1.59	1.56	1.58	1.59	1.60
Encours dette nette / recettes fonctionnement (%)	125	132	129	128	124	118	121	114

- Durée de vie du portefeuille de dettes**

	31.12.14	31.12.15	31.12.16	31.12.17	31.12.18	31.12.19	31.12.20	31.12.2021
Durée de vie résiduelle	11.0	14.8	13.0	12.3	12.4	12.2	11.41	12.2
Durée moyenne	6.1	8.0	7.0	7.0	6.9	7.2	6.8	6.8

- La durée de vie résiduelle mesure la durée restante (en moyenne pondérée par les volumes) à la date du calcul.
- La durée moyenne est la durée nécessaire pour rembourser la moitié du capital.